



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° PC 013 055 25 00130**

date de dépôt : **04 mars 2025**

demandeur : **Euroméditerranée, représenté par  
Madame Cousi Aurélie**

pour : **Construction d'une piscine municipale  
couverte**

adresse terrain : **RUE EDOUARD CREMIEUX, à  
MARSEILLE (13003)**

Préfet des Bouches-du-Rhône

**ARRÊTÉ  
accordant un permis de construire  
au nom de l'État**

**Le préfet des Bouches-du-Rhône,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 04 mars 2025 par Euroméditerranée, représenté par Madame Cousi Aurélie demeurant 79 BD DE DUNKERQUE, MARSEILLE (13002);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'une piscine municipale couverte ;
- sur un terrain situé RUE EDOUARD CREMIEUX, à MARSEILLE (13003) ;
- pour une surface de plancher créée de 2 008 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône n° 13-2025-01-20-00030 du 20 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Patrick VAUTERIN, directeur départemental interministériel des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté n° 13-2025-07-03-00003 du 3 juillet 2025 portant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,

Vu le plan local intercommunal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, territoire de Marseille Provence approuvé le 19/12/2019 et ses modifications successives ;

Vu les pièces fournies en date du 15 mai 2025 ;

Vu l'avis réputé favorable du service direction de la voirie et de la circulation de la Métropole Aix Marseille Provence ;

Vu l'avis réputé favorable de la direction de l'infrastructure de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Vu l'avis réputé favorable du service régional de l'archéologie ;

Vu l'avis réputé favorable du maire de Marseille ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du service d'assainissement Marseille Métropole du 27/03/2025 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la RTM en date du 17/04/2025 ;

Vu l'avis favorable de la commission communale d'accessibilité en date du 14/05/2025 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la société des eaux de Marseille Métropole du 05/06/2025 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la commission communale de sécurité en date du 13/06/2025

Vu l'avis favorable avec prescriptions du service division travaux d'exploitation de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 27/06/2025 ;

Vu l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer ;

Considérant que le projet concerne la construction d'une piscine municipale couverte sur un terrain situé rue EDOUARD CREMIEUX, à MARSEILLE (13003) ;

Le préfet des Bouches-du-Rhône

LE PRÉFET

# **ARRÊTE**

## **Article 1**

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles ci dessous.

## **Article 2**

Les prescriptions de la SEMM émises dans son avis favorable en date du 05/06/2025 et dont copie ci jointe seront respectées.

## **Article 3**

Les prescriptions de la SERAMM émises dans son avis en date du 27/03/2025 et dont copie ci jointe seront respectées.

## **Article 4**

Les prescriptions de la RTM émises dans son avis favorable en date du 17/04/2025 et dont copie ci jointe seront respectées.

## **Article 5**

Les prescriptions de la CCA émises dans son avis favorable en date du 14/05/2025 et dont copie ci jointe seront respectées.

## **Article 6**

Les prescriptions de la CCS émises dans son avis favorable en date du 13/06/2025 et dont copie ci jointe seront respectées.

## **Article 7**

Les prescriptions de la MAMP ( DTER ) émises dans son avis favorable en date du 27/06/2025 et dont copie ci jointe seront respectées.

## **Article 8**

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, le titulaire de l'autorisation a l'obligation d'en faire la déclaration immédiate auprès du maire de la commune de Marseille conformément à l'article L 531-14 du code du patrimoine et doit en informer le service régional de l'archéologie.

## **Article 9**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
Le Maire de la Commune,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.  
Copie de celui-ci sera adressée pour notification :

- au pétitionnaire par lettre recommandée avec avis de réception du présent arrêté;
- au Maire de la commune qui le publiera par voie d'affichage dans les huit jours de la notification et pendant une durée de deux mois.

À Marseille, le 16/07/2025

Le Chef du Service Urbanisme et Risques



Julien LANGUMIER

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

